

Une très légère amélioration de l'économie

Le PIB progresse de 1,2 % en volume en 2016¹, soit un rythme proche de celui enregistré en 2015 (+1,1 %), [tableau 1]. Les dépenses de consommation des ménages (+2,0 %, après +1,4 % en 2015) contribuent positivement à la croissance du PIB en 2016. De même, la formation brute de capital fixe, qui mesure l'investissement, accélère notablement en 2016 (+2,8 %, après +1,0 %). À l'inverse, les échanges extérieurs pèsent sur la croissance du PIB en 2016, les importations (+3,0 %) progressant à un rythme plus soutenu que les exportations (+1,5 %).

En 2016, le PIB progresse de +1,4 % en valeur (après +2,3 % en 2015 et 1,5 % en 2014) [graphique 1].

Un léger dynamisme du marché du travail en 2016

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)² s'élève à 10,1 % en moyenne annuelle en France, soit un niveau légèrement moins élevé que celui enregistré en 2015 (10,4 %). Au 4^e trimestre 2016, il s'établit à 10,0 %, comme au cours des deux précédents trimestres. Il recule de 0,2 point par rapport au 4^e trimestre 2015.

En France (hors Mayotte), le taux d'emploi au sens du BIT progresse de 0,2 % durant l'ensemble de l'année 2016, après avoir diminué de 0,4 % en 2015 et de 0,8 % en 2014.

Une inflation qui reste quasi nulle

Après une année 2015 marquée par une inflation nulle, les prix hors tabac progressent de 0,2 % en 2016 (tableau 2), compte tenu notamment de la légère hausse des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés.

L'amélioration de la conjoncture macro-économique tend à dynamiser la masse salariale

Dans ce contexte d'amélioration de l'emploi, la masse salariale du secteur privé augmente plus vite en 2016 : +2,4 % après +1,7 % en 2015. Elle constitue le principal déterminant de la croissance des cotisations sociales, première ressource de la protection sociale (voir fiche 9). Cette accélération est entièrement portée par la hausse de l'emploi (+1,1 %, après +0,2 % en 2015) [tableau 2], la

dynamique du salaire moyen ralentissant légèrement (+1,4 % après +1,5 % en 2015).

En effet, le faible niveau de l'inflation modère la revalorisation du smic, dont la croissance ne cesse de ralentir depuis 2014, ce qui affecte négativement celle du salaire moyen.

Une croissance de nouveau modérée des prestations servies aux ménages

Les revalorisations annuelles des prestations de protection sociale (montants versés et paramètres de calcul des droits, comme les plafonds de ressources par exemple) se différencient par leurs modes de calcul, par les indices de référence retenus mais également par la date à laquelle elles interviennent. La grande majorité des prestations sociales (prestations familiales, pensions de retraite et d'invalidité, prime d'activité, etc.) est revalorisée en fonction de l'inflation, afin de garantir le pouvoir d'achat des ménages. En 2016, quoiqu'en très légère hausse, la faiblesse de l'inflation contribue à modérer la croissance des prestations de protection sociale versées aux ménages (+1,8 %, après +1,7 % en 2015), compte tenu de son effet direct sur leur taux de revalorisation. À compter de 2016, les revalorisations annuelles sont effectuées, conformément à l'article L. 161-25 du code de la Sécurité sociale, par application d'un coefficient égal à l'évolution moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac, calculée sur les douze derniers indices mensuels publiés par l'Insee l'avant-dernier mois qui précède la date de revalorisation des prestations concernées.

La situation économique en 2017

En 2017, selon des données provisoires de l'Insee, la croissance du PIB est plus dynamique qu'en 2016 (+2,2 % en volume au prix de l'année précédente, soit +2,8 % en valeur). Le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 9,4 % en moyenne annuelle. Les dépenses de consommation des ménages sont moins dynamiques (+1,1 % en volume au prix de l'année précédente). En revanche, la masse salariale accélère (+3,6 %), en raison notamment des améliorations combinées de l'emploi et des salaires. L'évolution des prix hors tabac atteint 1,0 %.

1. Berthier, D., Debauche, E., Meinzel, P. (2018, mai). Les Comptes de la nation en 2017. Insee, *Insee Première*, 1697.

2. Personne sans emploi en âge de travailler (âgée de 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence, disponible pour travailler dans les deux semaines et qui a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent (ou qui a trouvé un emploi qui commence dans les trois prochains mois).

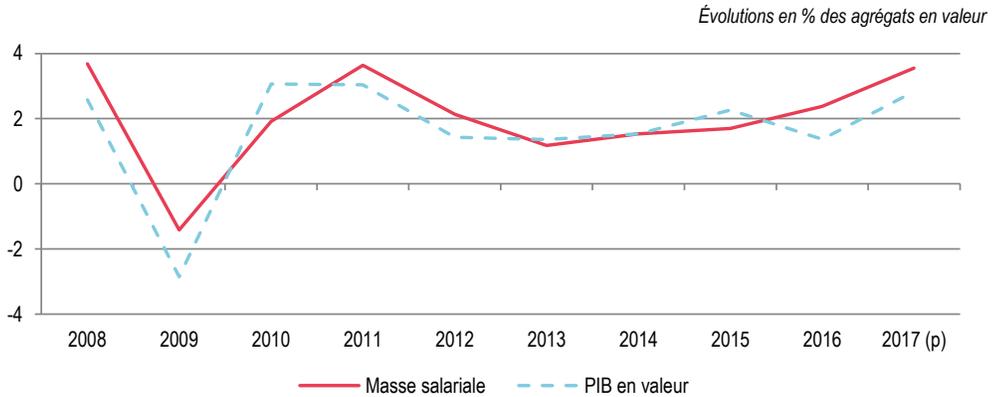
Tableau 1 Le PIB et ses composantes en France

Évolutions en volume aux prix de l'année précédente en %, montants en milliards d'euros

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente			Valeur	
	15/14	16/15	17(p)/16	2016	2017 (p)
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	1,2	2,2	2 229	2 292
Importations	5,9	3,0	4,0	690	733
Consommation des ménages	1,4	2,0	1,1	1 165	1 191
Consommation des administrations publiques	0,4	0,7	0,5	183	187
Formation brute de capital fixe	1,0	2,8	4,5	488	516
Exportations	4,6	1,5	4,5	672	708

(p) : données provisoires.

Source > Insee, CNA.

Graphique 1 Évolutions du PIB et de la masse salariale du secteur privé

(p) : données provisoires.

Sources > Insee, CNA ; Acoss.

Tableau 2 Taux d'évolution des principales grandeurs macroéconomiques et des indices de revalorisation*En % et en moyenne annuelle*

	2014	2015	2016	2017 (p)
Masse salariale privée	1,5	1,7	2,4	3,6
Emploi (effectifs moyens)	0,0	0,2	1,1	1,7
Salaire moyen par tête (SMPT)	1,6	1,5	1,4	1,9
Indice de prix hors tabac (inflation)	0,4	0,0	0,2	1,0
SMIC	1,1	0,8	0,6	0,9
Revalorisation des pensions	0,3	0,0	0,1	0,2
Revalorisation de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF)	0,7	0,1	0,1	0,3

(p) : données provisoires.

Sources > Insee ; Acoss ; CNAF.